

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 09/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PCAS, marque SEQENS

19 route de Meulan
78520 Limay

Code AIOT : 0006503325

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2025 dans l'établissement PCAS, marque SEQENS implanté 19 ROUTE DE MEULAN 78520 LIMAY. L'inspection a été annoncée le 04/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En application de l'article 56 de l'AM du 04/10/2010, les sites relevant du régime d'autorisation doivent assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesure de MMR concourant à la mise en sécurité et à l'arrêt d'urgence.

Cet article prévoit une échéance de mise en conformité au **1er janvier 2026**.

La présente inspection s'inscrit dans ce contexte afin de contribuer à l'état des lieux de la prise en compte de la thématique sur les sites Seveso en France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PCAS, marque SEQENS
- 19 ROUTE DE MEULAN 78520 LIMAY
- Code AIOT : 0006503325
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le groupe PCAS (Produits chimiques et auxiliaires de synthèse) est un groupe chimique français spécialisé dans la production de solutions pharmaceutiques et de santé, de cosmétiques et de parfumerie, de l'électronique, de l'alimentation, d'additifs pour lubrifiants et de soins à domicile. Créé en 1962, il travaille pour de grands groupes internationaux et compte parmi ses clients les leaders mondiaux de la chimie et de la pharmacie.

En 2017, PCAS est racheté par Novacap, filiale d'Eurazeo, qui annonce en décembre 2018 qu'elle adopte Seqens comme marque pour toutes ses activités.

La société dispose de deux usines dans les Yvelines : un site de production basé à Limay et un site de recherche et développement basé à Porcheville.

Le site de Limay, créé en 1951, fabrique des principes actifs et des produits intermédiaires par synthèse organique pour l'industrie pharmaceutique, la parfumerie, la photochimie, les spécialités chimiques industrielles et les services analytiques. 90 % de la production est destinée à l'exportation (dont 50 % vers les Etats-Unis et 7 produits vers le Japon).

Il emploie environ 120 personnes sur un ensemble de bâtiments indépendants répartis sur environ 2,8 ha. Il est situé en zone d'activité. La première habitation est située à environ 160 m à l'ouest de l'établissement.

Les enjeux principaux du site portent sur les rejets aqueux, les rejets atmosphériques en COV et les stockages de produits chimiques.

L'installation relève notamment du régime de l'autorisation et est réglementée par plusieurs arrêtés préfectoraux et récépissés délivrés entre 2010 et 2020. Elle est classée Seveso seuil bas et relève également de la directive européenne sur les émissions industrielles, dite IED, au titre des rubriques 3410 (Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques) et 3450 (Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Suites apportées à l'inspection précédente en date du 16/09/2024 ;
- AN25 Perte d'utilités ;
- Eau de surface ;
- Plans d'urgence ;
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
9	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Demande d'action corrective	4 mois
13	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7		Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées – Format détaillé – Cohérence	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Fiche de données de sécurité - produit relevant de la rubrique 4610	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet
4	Fiche de données de sécurité - produit relevant de la rubrique 4140-2	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet
5	Rejets aqueux et respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 23/04/2010, article 4.3.7	/	Sans objet
6	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 23/04/2010, article 2.5	/	Sans objet
7	Alimentation en énergie et utilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	associées (1)	article 56		
8	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
10	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
11	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	/	Sans objet
12	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
14	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	/	Sans objet
15	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait trois objectifs principaux :

- traiter les suites données aux constats relevés lors de l'inspection du 16/09/2024,
- évaluer l'autosurveillance des rejets aqueux mise en place par l'exploitant,
- évaluer la stratégie de l'exploitant en cas de perte d'utilité électrique.

Il en ressort que l'exploitant a mis en place des actions correctives concernant les non-conformités relevées concernant l'état des stocks (dépôt d'un dossier de porter à connaissance pour présenter les modifications apportées au classement ICPE du site) et qu'il a transmis à l'inspection une mise à jour de son étude de dangers. La mise à jour du POI est prévue également par l'exploitant, après la mise à jour du plan de défense incendie (prévu pour la fin de l'année 2025).

Pour l'autosurveillance des rejets aqueux, l'exploitant a mis en place les actions correctives concernant des paramètres soumis à surveillance journalière et non hebdomadaire en cas d'utilisation dans les campagnes de fabrication.

En ce qui concerne la stratégie de l'exploitant en cas de perte d'utilité électrique, des actions ont été mises en place par l'exploitant (identification de ce scénario dans une des fiches réflexe du plan de continuité des activités, consignes de sécurité "perte d'électricité" identifiant les équipements secourus et non secourus, l'autonomie des dispositifs de secours - groupe électrogène et onduleurs, réalisation des opérations de maintenance sur les onduleurs et groupes électrogènes, identification des circuits secourus ou non secourus sur le site). Toutefois, l'exploitant devra s'assurer d'avoir identifié et engagé les travaux nécessaires à la mise en conformité des installations avec les dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4/10/10 avant le 1er janvier 2026, il devra également formaliser la procédure concernant les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations et les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées – Format détaillé – Cohérence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 21/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 16/09/2024 (point de contrôle n°12) :</p> <p>« L'état des stocks fait apparaître un dépassement du seuil autorisé au titre de la rubrique 4130-2 et du seuil de la déclaration au titre de la rubrique 4140-2. L'inspection relève une légère différence de quantité entre le stock physique et le stock précisé dans l'état des stocks pour le diéthylamine et l'isopropylamine mono anhydre. »</p> <p>Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p> <p>Article 50</p> <p>« Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a</p>

minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

[...]

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022. »

Constats :

Par courriels du 11/03/2025 et du 15/04/2025, l'exploitant transmet à l'inspection le dossier de porter à connaissance relatif à la demande de modification de seuil pour les rubriques ICPE 4120-2, 4130-2, 4140-2, 4510, 4511 et 4610.

Ce dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction et fera l'objet d'un retour spécifique à l'exploitant.

Lors de l'inspection du 28/04/2025, l'exploitant a précisé certains points du dossier de porter à connaissance à l'équipe d'inspection :

- en ce qui concerne la rubrique 4130-2a (Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation), l'augmentation des quantités décrite dans le dossier de porter à connaissance est engendrée par un reclassement des cuves déjà existantes sur site (solvants résiduels et solvants cimenterie) et prises en compte dans la dernière version de l'étude de dangers du site (transmise en février 2025 à l'inspection, et qui est en cours d'instruction). Ce reclassement est motivé notamment par la présence de méthanol à des concentrations dépassant son seuil S de 10 %. L'équipe d'inspection remarque que le seuil S fait référence à la notion de « concentration suffisante » en substance nommément désignée pour traiter le mélange contenant la substance en question, comme précisé dans le guide technique de l'Ineris de décembre 2015 relatif à l'aide à la classification des mélanges en vue de la détermination du statut Seveso et régime ICPE d'un établissement.

- les mentions dans le dossier de porter à connaissance au « nouveau magasin » sont des coquilles, le porter à connaissance porte uniquement sur la modification des seuils de classement de certaines rubriques ICPE ;

- le suivi du non dépassement du seuil Seveso seuil haut est assuré par un outil dédié mis en place au niveau du groupe pour le suivi des quantités présentes sur site, avec une mise à jour quotidienne.

L'exploitant présente :

- une extraction de son état des stocks datée du jour de l'inspection. Sont renseignés dans cet état des stocks :

- les rubriques ICPE associés à chaque référence stockée ;
- le produit et sa référence interne ;
- la localisation du stockage ;
- le n°CAS du produit
- le numéro de (ou des) mention(s) de danger associée(s) aux produits stockés ;
- la quantité en kg ;
- le code UN pour le transport des matières dangereuses.

Il présente également un état des stocks « vulgarisé » qui renseigne sur :

- les différents risques associés aux produits stockés - incendie, toxique, explosion, ecotoxique, produit qui réagit à l'eau, combustible, et les quantités en kg correspondantes stockées réparties en gaz, liquides et solides ;
- les effets et conséquences de chaque risque identifié ;
- la quantité totale de l'ensemble des produits stockés sur site.

Lors de la visite des installations, l'équipe d'inspection constate par sondage que :

- pour un produit relevant d'un classement sous la rubrique 4140-2 (Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301), substances et mélanges liquides), que la quantité stockée à l'emplacement indiqué dans l'état des stocks est cohérente avec celle indiquée dans l'état des stocks présenté (environ 14 kg de moins sur le site que dans l'état des stocks). Il est à noter que lors de la visite des installations, une possible incohérence a été relevée, mais après vérification de l'exploitant le 29/04/2025 en fin de journée des stockages concernés, certains fûts en hauteur étaient entamés avec les quantités restantes dans le fût.
- pour un produit relevant d'un classement sous la rubrique 4610 (Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau)), diéthylamine, les quantités stockées sur site à l'emplacement indiqué dans l'état des stocks étaient cohérentes avec celles indiquées dans l'état des stocks (même quantité relevée par l'équipe d'inspection).
- pour l'isopropylamine mono anhydre, les quantités stockées à l'emplacement indiqué dans l'état des stocks sont cohérentes avec celles indiquées dans l'état des stocks (même quantité relevée par l'équipe d'inspection).

L'équipe d'inspection constate également par sondage que dans l'état des stocks présenté lors de l'inspection les quantités présentes sur site relevant des rubriques 4130-2, 4120-2 et 4610 sont cohérentes avec celles indiquées dans le dossier de porter à connaissance.

Conclusion :

Considérant les constats exposés ci-dessus, l'équipe d'inspection considère que l'exploitant a répondu à la non-conformité relevée lors de l'inspection du 16/09/2024 en ce qui concerne :

- la régularisation de la situation administrative, via le dépôt du porter à connaissance en date du 11/03/2025 et complété le 15/04/2025. Ce porter à connaissance fera l'objet d'un retour spécifique à l'exploitant.
- les incohérences entre l'état des stocks pour le diéthylamine et l'isopropylamine mono anhydre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Distance des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV
Thème(s) : Risques accidentels, Distance des stockages aux limites de site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 21/02/2025
Prescription contrôlée : <p>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 16/09/2024 (point de contrôle n°16) : « Les nombreux récipients mobiles présents un peu partout à travers le site ne sont pas pris en compte dans l'étude des scénarios incendie visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², incluse dans le plan de défense incendie. »</p> <p>Arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation</p> <p>Annexe IV</p> <p>« Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none">• pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ;• pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites. <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger. »</p>
Constats : <p>La non-conformité relevée lors de l'inspection du 16/09/2024 est reprise de la non conformité relevée lors de l'inspection du 19/10/2023.</p> <p>L'exploitant précise que les stockages mobiles de liquides inflammables se concentrent en deux zones du site, et que sur l'une d'elle des zones des rétentions supplémentaires ont été installées, notamment afin de s'assurer que des quantités supérieures à 2 mètres cubes ne soient pas stockées sur ces rétentions.</p> <p>Il indique que la mise à jour du plan de défense incendie, intégrant les scénarios de l'étude de</p>

dangers mise à jour en 2025 et également des nouveaux scénarios associés aux projets notifiés comme le nouveau magasin est un travail en cours avec un bureau d'études spécialisé. Il est prévu que ce travail soit prêt pour d'ici la fin de l'année et permettra ensuite la mise à jour du POI également.

Dans l'attente de la conclusion de ce travail en cours, la non-conformité relevée lors des inspections précédentes est maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conclusion : Les nombreux récipients mobiles présents un peu partout à travers le site ne sont pas pris en compte dans l'étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², incluse dans le plan de défense incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Fiche de données de sécurité - produit relevant de la rubrique 4610

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31

Thème(s) : Produits chimiques, Conditions de stockage et utilisation des produits

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) n°1970/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)

Article 31

Exigences relatives aux fiches de données de sécurité

5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.

6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:

- 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise;
- 2) identification des dangers;
- 3) composition/informations sur les composants;
- 4) premiers secours;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle;
- 7) manipulation et stockage;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle;
- 9) propriétés physiques et chimiques;
- 10) stabilité et réactivité;
- 11) informations toxicologiques;
- 12) informations écologiques;
- 13) considérations relatives à l'élimination;
- 14) informations relatives au transport;
- 15) informations relatives à la réglementation;
- 16) autres informations. »

Constats :

A la demande de l'équipe d'inspection, l'exploitant présente la fiche de données de sécurité (FDS) d'un produit relevant d'un classement sous la rubrique 4610 (Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau)), de la nomenclature des ICPE (n°CAS 865-48-5, sodium t-butoxide).

Le tableau ci-après reprend les principaux points examinés par sondage par l'équipe d'inspection concernant cette fiche de données de sécurité :

Critère	Informations issues de la FDS du produit	Constats de l'équipe d'inspection lors de la visite sur site le 28/04/2025
Date de révision de la FDS	20/05/2025 version GHS 4.0 Elaborée par le fournisseur de la fiche de données de sécurité	Le nom du fournisseur de la fiche de données de sécurité est indiqué dans l'étiquette apposée au produit.
Avec les rubriques mentionnées à l'article 31.6 du règlement REACH, rédigées en français conformément à l'article 31.5 de ce règlement	16 rubriques rédigées en Français	Pas de constat associé à ce point.
Pictogrammes de danger et mentions de danger (Rubrique 2.2 « Éléments d'étiquetage » de la FDS)	Pictogrammes (FDS) : SGH 02 (inflammable) SGH 05 (corrosif) SGH 07 (irritant) Mentions de danger (FDS) : H228 H251 H302 H314 Autres dangers : réagit violemment au contact de l'eau Informations additionnelles sur les dangers : EUH014 : réagit violemment au contact de l'eau	L'étiquetage du fût contenant ce produit sur site indiquait : Pictogrammes : SGH 02 (inflammable) SGH 05 (corrosif) SGH 07 (irritant) Mentions de danger : Ensemble des 4 mentions de danger, autres dangers et informations additionnelles sur les dangers écrites en toutes lettres, en anglais uniquement.

Critère	Informations issues de la FDS du produit	Constats de l'équipe d'inspection lors de la visite sur site le 28/04/2025
Moyens d'extinction (rubrique 5.1 de la FDS)	<p>Moyens d'extinction appropriés :</p> <ul style="list-style-type: none"> surplus d'eau mousse mousse résistant aux alcools poudre d'extincteur à sec poudre d'extincteur poudre ABC sable sable sec <p>Moyens d'extinction inappropriés :</p> <ul style="list-style-type: none"> jet d'eau à pleine puissance l'eau pulvérisée nébulisation d'eau 	<p>L'équipe d'inspection constate la présence d'un extincteur poudre 50 kg, dont la dernière vérification a été effectuée en juin 2024 (n°186) et d'autres extincteurs 9 kg poudre à proximité de l'armoire où ce produit était stocké.</p> <p>Ces moyens d'extinction sont compatibles avec les moyens d'extinction prévus dans la FDS du produit.</p>
Conditions de stockage (rubrique 7.2 « Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités » de la FDS)	<ul style="list-style-type: none"> - Atmosphères explosives: Elimination des dépôts de poussières. L'aspiration des poussières combustibles ne peut être effectuée qu'au moyen d'aspirateurs exempts de sources d'inflammation. - Durée de conservation : date de fabrication + 24 mois 	<p>Les fûts du produit sont stockés dans une armoire métallique ATEX. Il est indiqué sur l'armoire qu'elle a été vérifiée le 06/2024 par une société spécialisée de sécurité incendie.</p> <p>Date de fabrication indiquée sur un des fûts : 01/07/2025 (format de la date Mois/Jour/Année)</p> <p>A utiliser avant : 01/07/2027 (format de la date Mois/Jour/Année)</p> <p>L'inspection ayant eu lieu le 28/04/2025, le produit était dans la plage prévue par la FDS pour sa durée de conservation.</p>

L'équipe d'inspection remarque que le règlement CLP prévoit à son article 17.2 que :

" 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.

Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites

<p>par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées. "</p> <p>Le fabricant du produit doit ainsi apposer une étiquette rédigée en français sur les fûts livrés en France.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se rapprocher du fournisseur du sodium t-butoxide (produit ayant le n°CAS 865-48-5) afin de s'assurer que les étiquettes apposées sur le produit livré sur son site soient rédigées en français.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Fiche de données de sécurité - produit relevant de la rubrique 4140-2

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Conditions de stockage et utilisation des produits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) n°1970/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)</p> <p>Article 31</p> <p>Exigences relatives aux fiches de données de sécurité</p> <p>5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.</p> <p>6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations. »

Constats :

A la demande de l'équipe d'inspection, l'exploitant présente la fiche de données de sécurité (FDS) d'un produit relevant d'un classement sous la rubrique 4140-2 (Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) [...], substances et mélanges liquides), de la nomenclature des ICPE (n°CAS 109-89-7, diéthylamine).

Le tableau ci-après reprend les principaux points examinés par sondage par l'équipe d'inspection concernant cette fiche de données de sécurité :

Critère	Informations issues de la FDS du produit	Constats de l'équipe d'inspection lors de la visite sur site le 28/04/2025
Date de révision de la FDS	10/03/2023 version 1.3 Elaborée par le fournisseur de la fiche de données de sécurité / distributeur du produit	Le nom du fournisseur de la fiche de données de sécurité (distributeur) est indiqué dans l'étiquette apposée au produit. Le nom du fabricant et ses coordonnées (différent du distributeur) sont également indiqués sur l'étiquette.
Avec les rubriques mentionnées à l'article 31.6 du règlement REACH, rédigées en français conformément à l'article 31.5 de ce règlement	16 rubriques rédigées en Français et 4 scénarios d'exposition rédigés en Français	Pas de constat associé à ce point.
Pictogrammes de danger et mentions de danger (Rubrique 2.2 « Éléments d'étiquetage » de la FDS)	Pictogrammes (FDS) : SGH 02 (inflammable) SGH 05 (corrosif) SGH 06 (toxique) Mentions de danger (FDS) : H225 H302+H332 H331 H314 H335 Composants dangereux qui doivent être listés sur l'étiquette : diéthylamine	Les pictogrammes de danger indiqués à la rubrique 2.2 de la FDS correspondent à ceux de la classification harmonisée de ce produit (consultation du site de l'ECHA le 23/09/2025 : SGH 02, SGH 05 et SGH 06). L'étiquetage du fût contenant ce produit sur site indiquait : Pictogrammes : SGH 02 (inflammable) SGH 05 (corrosif) SGH 06 (toxique) Mentions de danger : Ensemble des 4 mentions de

Critère	Informations issues de la FDS du produit	Constats de l'équipe d'inspection lors de la visite sur site le 28/04/2025
		danger, composant dangereux listé sur l'étiquette (Mention : "Contient : diéthylamine") écrites en toutes lettres.
Conditions de stockage (rubrique 7.2 « Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités » de la FDS)	<p>Par sondage :</p> <p>Exigences concernant les aires de stockage et les conteneurs : tenir le récipient bien fermé dans un endroit sec et bien aéré.</p> <p>Durée de stockage : 24 mois</p>	<p>Les fûts du produit stockés à l'auvent produits chimiques du parc I sont fermés et sont stockés à l'abri des intempéries.</p> <p>L'étiquette apposée sur un des fûts vus par l'équipe d'inspection dans l'auvent PC indiquait une date de réception au 14/05/2024.</p> <p>L'inspection ayant eu lieu le 28/04/2025, le produit était dans la plage prévue par la FDS pour sa durée de stockage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 5 : Rejets aqueux et respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2010, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution aqueuse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10-128/DRE du 23/04/2010</p> <p>Article 4.3.7 Valeurs limites d'émission dans les eaux résiduaires avant rejet</p> <p>« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau des eaux usées communales, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance et d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies.</p>

Référence du rejet : n° 1

Milieu récepteur : réseau d'assainissement urbain
Débit maximum autorisé : 550 m³/j (hors eau de pluie).

Paramètres	Concentration maximale (en mg/L)	Flux sur 24 h (en kg/j)	Autosurveillance		Contrôle contradictoire : prélèvement et analyses par laboratoire agréé	
			Prélèvement	Périodicité	Prélèvement	Périodicité
DCO	500	275		Hebdomadaire		
MEST	100	55		Hebdomadaire		
DBO ₅	200	100		Hebdomadaire		
Azote global (exprimé en N)	150	50		Mensuelle		
	10	5,5		Mensuelle		
Hydrocarbures totaux	3	1,2	Moyen / 24 h	Mensuelle (1)	Moyen / 24 h	Annuelle
Chloroforme + chlorure de méthylène	3	1,2	Proportionnel au débit	Semestrielle	Proportionnel au débit	
Composés organiques du chlore (en AOX + POX)	0,15	0,08		Semestrielle		
Benzène	4	1,6		Mensuelle (1)		
Toluène						
<hr/>						
	ISD (2)					
Cyanures	< ou = 15 mg/L si flux supérieur à 100 g/j				Echantillon représentatif du fonctionnement sur une journée et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure	
Métaux totaux						
Indice phénols	0,3 mg/L si flux supérieur à 3 g/j					
Arsenic et composés	0,1 mg/L si flux supérieur à 1 g/j					Tous les 3 ans

(1) La mesure est journalière pendant les campagnes de fabrication utilisant ces composés

(2) Inférieur au seuil de détection

»

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant réalise les déclarations d'autosurveillance dans l'outil GIDAF.

La dernière déclaration validée et transmise par l'exploitant au moment de la tenue de l'inspection (28/04/2025) date de février 2025.

L'inspection constate par sondage que les déclarations de janvier et février 2025 font apparaître :

- Pour les matières en suspension (MES), pour la semaine du 02/01, une concentration de 103 mg/L pour une VLE de 100 mg/L. L'exploitant précise que ce dépassement est lié à un chantier sur site générant beaucoup de poussières et qu'une protection au niveau des caniveaux lors du chantier a été mise en place pour limiter le risque d'augmentation de la concentration en MES.

- Les analyses hebdomadaires mettent en évidence la présence dans les rejets de Chloroforme (trichlorométhane) et Chlorure de méthylène (dichlorométhane) : max de 70,3 µg/L et 0,0222 kg/j de trichlorométhane dans la semaine du jeudi 9/01, pour une VLE de 3000 µg/L et 1,2 kg/k en flux). Toutefois, des analyses journalières ne semblent pas avoir été effectuées sur ces paramètres au mois de janvier 2025.

- Les analyses hebdomadaires mettent en évidence la présence dans les rejets de Chloroforme (trichlorométhane) et Chlorure de méthylène (dichlorométhane), avec une concentration hebdomadaire maximale de 3127 µg/L et 0,6598 kg/j de dichlorométhane dans la semaine du jeudi 27/02, pour une VLE de 3000 µg/L et 1,2 kg/j en flux). L'exploitant indique que ces concentrations sont dues à un déversement accidentel de 20 à 30 litres de solution aqueuse contenant du dichlorométhane dans un atelier de production (ce déversement fait l'objet d'une analyse dans le prochain point de contrôle ci-après). Toutefois, des analyses journalières ne semblent pas avoir été effectuées sur ces paramètres au mois de février 2025.

- en février 2025, les analyses portant sur l'ensemble des paramètres listés à l'article 4.3.7 ont été réalisées avec prélèvement sur 24h asservi au débit par un organisme accrédité par le Cofrac (accréditation n°1-6449, SGS EHS - Centre et Ouest Rouen, pour l'échantillonnage en vue d'analyses physico-chimiques et microbiologiques des eaux résiduaires, et des essais sous-traités à des laboratoires accrédités Cofrac ou équivalent). L'exploitant précise que ces analyses avec prélèvement et analyse réalisées par un laboratoire accrédité sont réalisées trimestriellement, avec vérification du débitmètre également.

L'équipe d'inspection constate au moment de la rédaction du rapport, que les déclarations de mars, avril, mai, juin ont été enregistrées et transmises dans GIDAF, que la déclaration de juillet 2025 a été enregistrée mais non validée et que la déclaration d'août 2025 n'a pas encore été enregistrée.

Lors de l'inspection du 28/04/2025, l'exploitant s'engage à réaliser les analyses journalières des paramètres précisées à l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral pendant les campagnes de fabrication utilisant les composés mentionnés dans l'AP (chloroforme + chlorure de méthylène et toluène). Il précise n'avoir utilisé pour les campagnes de janvier et février que du dichlorométhane (chlorure de méthylène).

L'équipe d'inspection constate par sondage qu'au mois de mai 2025, les analyses de chloroforme et dichlorométhane et toluène sont renseignées de manière journalière dans GIDAF à partir du 15/05, et que les analyses sont réalisées par le laboratoire en charge de l'autosurveillance après consultation des rapports d'analyses annexés à la déclaration GIDAF du mois de mai 2025. Les analyses renseignées pour juin 2025 contiennent aussi des journées où les paramètres (chloroforme + chlorure de méthylène et toluène) ont été analysés de façon journalière (du 01/06 au 19/06, du 29/06 au 30/06).

Conclusion :

Compte-tenu des résultats de l'autosurveillance renseignés pour le mois de mai et juin 2025 dans GIDAF, l'équipe d'inspection considère que l'exploitant a pris en compte la remarque de l'inspection concernant les analyses journalières demandées à l'article 4.3.7 de l'AP du 23/04/2010 pour les paramètres chloroforme + chlorure de méthylène et toluène pendant les campagnes de fabrication et ne propose pas de suites administratives concernant ce point de contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille à transmettre l'ensemble des analyses de l'autosurveillance via GIDAF dans le mois suivant leur réception.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2010, article 2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Incidents

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10-128/DRE du 23/04/2010

Article 2.5 Déclaration et rapport

« L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en précisant les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci. »

Constats :

Comme mentionné au point de contrôle précédent sur les rejets aqueux, dans la déclaration GIDAF de l'exploitant pour le mois de février 2025, l'exploitant précise qu'un déversement accidentel de 20 à 30 litres de solution aqueuse contenant du dichlorométhane a eu lieu dans un atelier de production.

L'équipe d'inspection demande ainsi à l'exploitant de présenter dans les meilleurs délais une fiche de notification d'accident, pouvant prendre comme modèle celle proposée par le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels, disponible sur : <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>.

Par courriel du 02/06/2025, l'exploitant présente à l'inspection la fiche de notification d'accident/incident, au format recommandé par le BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels) et précise que selon l'échelle européenne des accidents industriels, dont les principaux éléments sont repris dans la fiche de notification du BARPI, il lui est difficilement possible de classer le dépassement en dichlorométhane, ce composé n'étant pas aujourd'hui une substance relevant d'un classement sous une des rubriques ICPE relative aux substances et mélanges dangereux, et que l'établissement d'une fiche BARPI ne paraît pas proportionné au regard de l'incident (déversement d'environ 0,04 tonnes de dichlorométhane dans le réseau, entraînant un dépassement de 4 % de la VLE de 3000 µg/L, rapidement maîtrisé en 30 minutes environ).

L'équipe d'inspection rappelle l'exploitant que la notification d'accident/incident mentionnée à l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 23/04/2010 et rappelée à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, est prévue pour tous les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, ce qui semble être le cas de cet événement compte tenu du dépassement de la valeur limite d'émission d'une substance ayant des mentions de danger selon le règlement CLP, comme rappelé dans la fiche de notification transmise.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

Constats :

Le présent point de contrôle est en lien avec l'action nationale de l'inspection des installations classées concernant l'application de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'exploitant précise que le site utilise en tant qu'utilités approvisionnées depuis l'extérieur du site : de l'électricité, du gaz naturel et de l'eau de ville. Les autres utilités du site sont :

- l'azote
- de l'eau refroidie par les tours aéroréfrigérantes du site
- la saumure et le MEG (monoéthylène glycol) en tant que fluides de refroidissement
- de l'air comprimé

Il présente les emplacements des utilités sur le plan du site.

Lors de l'inspection, l'équipe d'inspection pose à l'exploitant des questions plus ciblées concernant certains scénarios d'accident mentionnés dans la dernière mise à jour de l'étude de dangers du site, transmise à l'inspection par l'exploitant par courriel du 17 février 2025, au niveau de la chaufferie et de l'atelier pilote. L'instruction de cette mise à jour de l'étude de dangers est en cours. L'équipe d'inspection rappelle que ce document est rédigé sous la responsabilité de l'exploitant. L'instruction par l'inspection d'une étude de dangers n'a pas vocation à être exhaustive, mais est réalisée par sondage et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis par l'exploitant par les services de l'État.

Les informations concernant les phénomènes dangereux spécifiquement étudiés dans le cadre de la présente inspection sont présentées en annexe confidentielle au présent rapport.

L'équipe d'inspection remarque que l'étude de dangers précise que la perte des utilités et les

<p>fiches réflexe associées sont décrites dans le plan de continuité des activités DOC-00012860. L'exploitant présente ce plan, daté du 03/07/2023, à l'équipe d'inspection. L'équipe d'inspection constate par sondage que le plan possède une fiche réflexe "perte d'électricité" qui indique les causes possibles, le mode dégradé correspondant, et les actions prévues pour le retour à la normale. Une liste de ce qui doit être préservé et alimenté est indiquée dans la fiche réflexe.</p> <p>L'équipe d'inspection se rend également en salle de contrôle lors de la visite des installations, afin de vérifier l'existence des reports en salle de contrôle : le fonctionnement de la chaufferie et pour les ateliers de production, une batterie de défauts s'affiche, permettant d'identifier des dysfonctionnements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le présent point de contrôle est en lien avec l'action nationale de l'inspection des installations classées concernant l'application de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>L'exploitant précise qu'en cas de perte d'électricité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la production est mise en position de sécurité. Il précise que comme la station d'épuration du site n'est pas secourue, la production s'arrête. - la mise en sécurité est engagée immédiatement au moment de la perte d'électricité. - les équipements et process critiques en cas de perte d'électricité ont été identifiés, notamment dans les feuilles de fabrication, qui indiquent, en fonction du niveau de la réaction, le temps de dégradation, échauffement et l'action à réaliser pour arrêter la réaction (cf. point de contrôle suivant). - en cas de perte d'électricité sur le site, l'exploitant précise appeler Enedis, son fournisseur d'électricité pour demander la durée approximative de l'indisponibilité d'énergie électrique. <p>Le point de contrôle portant uniquement sur la stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité, l'équipe d'inspection ne propose pas de suites administratives.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Constats :

Le présent point de contrôle est en lien avec l'action nationale de l'inspection des installations classées concernant l'application de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'exploitant précise que les mesures de maîtrise de risques associées à la centrale incendie (détection) sont sur batteries et sont secourues même en cas de défaut d'alimentation électrique du site.

La poursuite de l'activité du site en cas de perte d'électricité n'est pas possible car certaines activités ne sont pas secourues : step, chaudière, groupes froids, etc.

L'exploitant précise qu'un PHA (Process hazard analysis) ou rapport d'analyse des risques décrit les actions à effectuer en cas de perte d'utilités électriques, ce document est disponible dans le sharepoint en version dématérialisée et aussi en version imprimée à l'atelier de synthèse. Il présente le PHA relatif à la Triméprazine Base en date du 04/12/2024.

Pour le personnel de l'atelier, la connaissance des modalités de poursuite de l'exploitation est notée dans une feuille de fabrication, qui indique les consignes de sécurité à tenir à chacune des étapes suivies pendant la réaction. L'équipe d'inspection constate, lors de la visite des installations d'un des ateliers de fabrication le 28/04/2025, la présence de cette feuille de fabrication à proximité du réacteur où une synthèse était réalisée, toutefois, les informations concernant l'avancement de la réaction sont renseignées uniquement dans la feuille de fabrication. L'exploitant précise qu'en cas d'incendie ou d'évacuation de l'atelier, les opérateurs sont orientés à emporter la feuille de fabrication avec eux.

Toutefois, à part la fiche réflexe "perte d'électricité" dans le plan de continuité des activités, une procédure spécifique de mise en sécurité des installations n'est pas encore formalisée. L'équipe d'inspection remarque que les consignes de sécurité "perte d'électricité" (cf. point de contrôle suivant pour les constats détaillés concernant cette consigne), contiennent déjà des actions à

effectuer en cas de perte d'électricité pour assurer la mise en sécurité des procédés.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit formaliser dans une procédure les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans les situations de perte d'utilités, notamment de perte d'utilité électrique, prévue à l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, permettant de formaliser les conditions et modalités de mise à l'arrêt des installations.</p> <p><i>Remarque en lien avec le point de contrôle :</i> L'inspection encourage l'exploitant à engager une réflexion concernant un moyen de pouvoir identifier l'état des réactions sans avoir recours à un moyen physique comme dans l'état actuel décrit dans le présent point de contrôle (feuille de fabrication présente et renseignée uniquement au niveau de l'atelier), notamment en cas d'impossibilité d'accéder aux locaux et de nécessité de connaître tout de même l'état d'avancement des réactions.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties

concernées de l'installation ;

-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

Le présent point de contrôle est en lien avec l'action nationale de l'inspection des installations classées concernant l'application de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'exploitant précise qu'il n'a pas encore testé en exercice les délais nécessaires pour la mise en sécurité des installations. Toutefois, en juin 2024, il a été contraint de réaliser la mise en sécurité à cause de coupures d'électricité.

Les actions pour la mise en sécurité sont consignées :

- dans la fiche réflexe "perte électricité" du plan de continuité des activités, diffusé aux responsables/managers qui forment les équipes.

- dans une "consigne sécurité" - perte d'électricité, qui indique :

a) la liste des équipements secourus sur groupe électrogène / secourus sur onduleurs/ non secourus

b) les actions à tenir en cas de perte d'électricité, identifiant les responsables des actions (par exemple, pour la mise au repli des procédés de l'atelier humide/pilote ou encore de l'atelier séchage, pour les matières stockées ou pour le groupe électrogène (enclenché automatiquement mais nécessaire de vérifier qu'il s'est bien enclenché).

c) le temps d'autonomie des différents dispositifs de secours de l'alimentation électrique (groupe

électrogène, le stock de fioul présent sur site et son emplacement, les onduleurs et la supervision ("ifix")).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Modalités de maintien de la mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le présent point de contrôle est en lien avec l'action nationale de l'inspection des installations classées concernant l'application de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>En ce qui concerne la pérennité de la mise en sécurité, y compris de la surveillance en cas de perte d'électricité, l'exploitant indique que les reports de niveaux, alarmes, détection gaz, etc. restent alimentés pendant 1 (une) heure. Il précise qu'en cas de perte d'électricité, plus aucun transfert de produits n'est réalisé et qu'un contrôle visuel du niveau des cuves est mis en place. Cette surveillance est organisée en fonction du temps prévu pour la coupure électrique, en lien avec l'astreinte production du site qui a connaissance des réactions en cours au moment de la coupure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités. L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »
Constats : Le présent point de contrôle est en lien avec l'action nationale de l'inspection des installations classées concernant l'application de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. En ce qui concerne les moyens de secours électrique prévus pour palier à la perte d'électricité afin d'assurer la mise en sécurité du site, l'exploitant présente un tableau excel détaillant tous les circuits secourus/non-secourus, et précise que ce tableau est en cohérence avec la consigne de sécurité "perte d'électricité" présentée au point de contrôle "Actions engagées pour la mise en sécurité 3.b ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique : dimensionnement
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces

mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
<p>Constats :</p> <p>Le présent point de contrôle est en lien avec l'action nationale de l'inspection des installations classées concernant l'application de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>En ce qui concerne l'autonomie de l'alimentation de secours électrique des différents équipements sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositifs de supervision ont une autonomie de 1 heure, ainsi que les autres équipements secourus sur onduleurs ; - les équipements secourus sur groupe électrogène ont une autonomie d'au moins 2 h 30 (groupe électrogène à pleine charge avec 1 fût de fioul + 7 fûts de fioul (les quantités sont détaillées en annexe confidentielle), totalisant une possible autonomie de 16 heures. L'exploitant précise que sur le site voisin appartenant au même groupe, deux cuves de 10x la capacité d'un fût pourrait être utilisé en secours). <p>Lors de la visite des installations, l'équipe d'inspection constate que la cuve de fioul est pleine et que deux fûts de la même capacité de la cuve sont présents sur place au local où est situé le groupe électrogène. Par ailleurs, il est indiqué sur place que des opérations de maintenance du groupe électrogène sont réalisées tous les mois (18/04/2025 pour maintenance préventive avec essai du groupe pendant 30 à 45 minutes selon l'exploitant) / 10/04/2025 (visite maintenance électrique et mécanique) / 11/03/2025 - maintenance préventive).</p> <p>Par ailleurs, dans ce local est présent un extincteur poudre thermofusible vérifié le 06/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'autonomie des dispositifs de supervision (1 heure) pourrait ne pas être compatible avec la mise en sécurité des équipements secourus en cas de perte d'utilité électrique notamment.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'autonomie des dispositifs de secours du site permette la mise en sécurité des équipements secourus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers</p>

conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Le présent point de contrôle est en lien avec l'action nationale de l'inspection des installations classées concernant l'application de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

En ce qui concerne la maintenance et les tests des utilités et des équipements de secours électrique, l'exploitant précise que :

- il réalise un test mensuel de la supervision du site ;
- il réalise la maintenance des onduleurs avec vérification de l'autonomie des batteries annuellement. Il présente le dernier rapport de maintenance préventive réalisé par une société spécialisée n°FRVI23065068 en date du 30/01/2024.
- il ne fait pas réaliser des essais en charge (en fonctionnement réel ou à l'aide d'un banc de charge);
- il garantit, au travers de la maintenance régulière, la bonne gestion des équipements de secours électrique;
- il a testé la bascule suite à une perte d'utilité électrique vers le mode d'alimentation de secours lors des microcoupures d'électricité ayant eu lieu en juin 2024.
- il réalise des tests mensuels du fonctionnement du groupe électrogène de secours (cf. point de contrôle précédent).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art 56 « Utilités.

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »

<p>Constats :</p> <p>Le présent point de contrôle est en lien avec l'action nationale de l'inspection des installations classées concernant l'application de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>L'exploitant précise ne pas avoir engagé un plan d'actions formel pour mettre son installation en conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 susmentionné.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant en ce qui concerne l'échéance au 1er janvier 2026 pour la réalisation des travaux identifiés comme nécessaires à la mise en conformité aux dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 susmentionné.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>